Après une vague de condamnations

Ahmed Raïssouni démissionne de l'Union mondiale des oulémas musulmans

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5715 - Lundi 29 août 2022 – Prix : 10 DA

Elections partielles du 15 octobre prochain à Béjaïa

13 listes déposées

Page 16

L'Algérie suit avec une «extrême inquiétude» la situation en Libye

Appels à la désescalade et au dialogue

Page 2

Bataille pour le pouvoir en Libye ou seulement nouvelle flambée de violence à Tripoli ?

Par Mohamed Habili

Un jour entier plus tard, la question que l'on se posait hier de savoir si les derniers affrontements de Tripoli, mettant aux prises les partisans de Abdelhamid Dbeibah et ceux de Fathi Bashagha, constituaient une nouvelle flambée de violence, à ce titre semblable à celles qui avaient déjà eu lieu et qui s'étaient vite éteintes, ou s'ils étaient le début d'une nouvelle bataille de Tripoli, comme telle de même ampleur et intensité que celle de 2019, qui alors est appelée à durer, cette question se pose toujours et dans les mêmes termes. Il en est ainsi parce que d'une part ces combats, qui ont provoqué plus d'une vingtaine de morts, des dizaines de blessés et quelques destructions, se sont arrêtés vers la fin de la journée, celle de samedi, mais parce que, de l'autre, rien ne dit encore que ce n'est pas pour reprendre dans les heures qui viennent. Force est donc d'attendre ce qui va se passer pour avoir une réponse. Il n'en reste pas moins que dès à présent, on peut dire qu'ils ont été plus importants que ceux de juillet dernier, par exemple, aussi bien par le nombre des groupes y prenant part, une dizaine, que par celui des zones de combat, pour le moins au nombre de quatre.

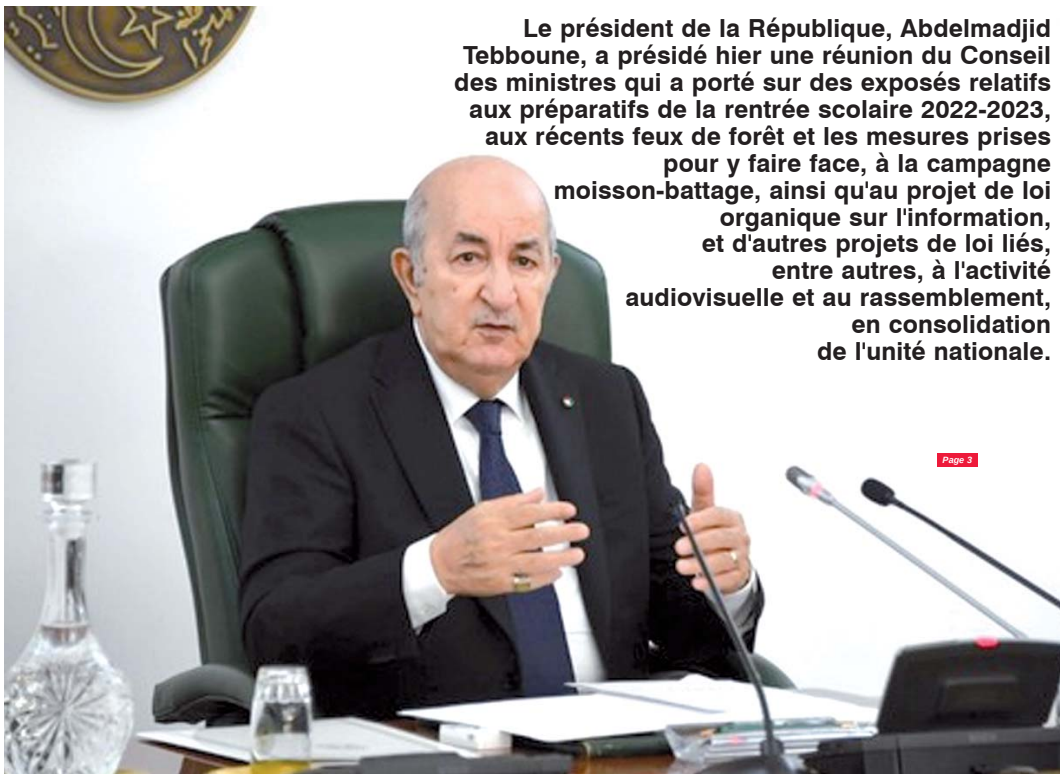
Suite en page 3

Lors d'une réunion du Conseil des ministres présidée par Abdelmadjid Tebboune

La date de la rentrée scolaire fixée au 21 septembre

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres qui a porté sur des exposés relatifs aux préparatifs de la rentrée scolaire 2022-2023, aux récents feux de forêt et les mesures prises pour y faire face, à la campagne moisson-battage, ainsi qu'au projet de loi organique sur l'information, et d'autres projets de loi liés, entre autres, à l'activité audiovisuelle et au rassemblement, en consolidation de l'unité nationale.

Page 3



Ph/D. R.

Agriculteurs touchés par les derniers incendies

Des instructions fermes pour la prise en charge de tous les dossiers

Page 3

Galerie d'art Mohamed-Racim

Moho Sahraoui expose ses dernières œuvres

Page 7

Après une vague de condamnations

Ahmed Raïssouni démissionne de l'Union mondiale des oulémas musulmans

■ *Réclamée par des oulémas musulmans et plusieurs chefs de partis et responsables après ses propos provocateurs, le prédicateur marocain, Ahmed Raïssouni, a présenté, hier, sa démission de la présidence de l'Union internationale des oulémas musulmans (UIOM) qui a été acceptée le même jour.*

Par Thinhinane Khouchi

Ph/D. R.

Quelques jours après avoir appelé les Marocains au «djihad» et à une marche millionnaire sur le territoire algérien afin de récupérer Tindouf, le Marocain Ahmed Raïssouni a présenté, hier, sa démission de la présidence de l'Union internationale des oulémas musulmans qui a été acceptée par les membres du secrétariat général de l'union, selon le président de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA), Abderezzak Guessoum. Dans sa lettre de démission publiée sur les réseaux sociaux, Raïssouni a écrit : «*Soucieux de préserver ma liberté d'expression, sans conditions et sans pressions, j'ai décidé de présenter ma démission de la présidence de l'Union internationale des oulémas musulmans*», ajoutant : «*Je suis en concertation avec le secrétaire général en vue d'actionner la décision, conformément aux deux articles 21 et 22 du règlement de l'Union*». Selon le président de l'Association des oulémas musulmans algériens, «*la démission du Marocain Ahmed Raïssouni de la présidence de l'Union internationale des oulémas musulmans (UIOM) a été acceptée par les membres du secrétariat général de l'Union*». Dans une déclaration, Guessoum a précisé que les membres du secrétariat général de l'Union internationale des oulémas musulmans qu'il a contactés «*lui ont confirmé que la démission a été présentée et acceptée conformément aux statuts de l'Union, qui prévoient, en cas de démission, la tenue, quelques mois après celle-ci, d'une Assemblée générale extraordinaire pour l'élection d'un nouveau président*». Ahmed Raïssouni avait fait des déclarations hostiles à l'Algérie et à la Mauritanie, qui ont été largement condamnées, d'autant que ces déclarations qui prônent l'extrémisme et appellent à s'en prendre à des peuples musulmans émanaient du représentant d'une instance internationale censée promouvoir la paix et la solidarité au nom de l'Islam. L'Association des Oulémas musulmans algériens avait décidé de geler ses activités au sein de l'Union internationale des oulémas musulmans suite aux propos provocateurs contre l'Algérie du président de cette instance, le Marocain Ahmed Raïssouni. En effet, Abderezzak Guessoum, président de l'AOMA, avait annoncé le gel des activités de l'Association à l'UIOM, jusqu'à ce que «*des excuses solennelles et sans équivoque*» soient faites par son président, Ahmed Raïssouni, ou sa démission de ce poste. En outre, il est à noter que la Commission de la fatwa du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait également condamné mercredi dernier les propos provocateurs de Ahmed Raïssouni, qui a tenté d'allumer les feux de la fitna dans la région, soulignant qu'«*il fait ainsi sienne l'idéologie des groupes terroristes extrémistes*». «*Les propos de Raïssouni portent une incitation claire et un appel explicite à attaquer la souveraineté des Etats. Mal lui en a pris d'attiser le discours de haine et d'appeler à allumer les feux de la fitna entre les peuples, les Etats et les gouvernements de la région*», avait précisé la Commission de la fatwa dans un communiqué, ajoutant que Raïssouni «*a tenté vainement de revêtir ces élucubrations et ces divagations du sceau du djihad en les reliant à des thèses illusoires et infondées, rejetées par la religion, la raison, l'histoire et la réalité, faisant ainsi sienne l'idéologie des groupes terroristes extrémistes*». «*Le véritable djihad est celui dont nos aïeux ont porté l'étendard dans cette terre bénie lorsque, répondant à l'appel de la religion et de la patrie, ils se sont levés contre l'occupation française, sacrifiant leur argent et leurs vies. Et c'est le même djihad mené aujourd'hui par les enfants du peuple palestinien contre l'entité sioniste occupante*», a soutenu la Commission de la fatwa. «*L'auteur de ces propos graves et insensés, qui s'est approprié la doctrine expansionniste du Makhzen, a voulu attenter à la souveraineté de deux états voisins, en l'occurrence l'Algérie et la Mauritanie, faisant fi des règles et des lois internationales et des principes de bon voisinage, ainsi que de la morale islamique dont tout un chacun doit se prévaloir, a fortiori lorsqu'il s'agit d'un individu qui prétend être versé dans les sciences de la Charia islamique*», a estimé la Commission. Par ailleurs, les propos polémiques de Raïssouni avaient suscité de vives réactions, à commencer par l'organisation qu'il préside, qui, à travers un communiqué, a affirmé que «*les propos de Raïssouni expriment uniquement son opinion et n'engagent aucunement l'opinion de l'Union*». Des partis politiques ont également exprimé leurs avis sur les déclarations de Raïssouni.

T. K.

L'Algérie suit avec une «extrême inquiétude» la situation en Libye

Appels à la désescalade et au dialogue

Les combats qui ont opposé des milices de vendredi à samedi soir à Tripoli, sur fond de chaos politique avec deux gouvernements rivaux, ont fait 32 morts et 159 blessés, a annoncé, hier, le ministère libyen de la Santé, selon un nouveau bilan.

A cet effet, plusieurs pays et organisations ont appelé les parties libyennes à un «*dialogue libo-libyen*» et à la «*désescalade immédiate*» pour mettre un terme aux affrontements armés. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, l'Algérie a dit suivre avec une «*extrême inquiétude*» le développement de la situation à Tripoli suite à la reprise des affrontements armés depuis vendredi soir, appelant toutes les parties libyennes à «*œuvrer à faire cesser les hostilités et à recourir au dialogue*». L'Algérie a tenu également à souligner l'«*importance du maintien de l'accord de cessez-le-feu qui se veut un acquis important pour restaurer la sécurité et la stabilité dans ce pays frère*». Dans le même contexte, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé les parties libyennes à «*adhérer à un vrai dialogue pour mettre fin à l'impasse politique et à renoncer au recours de la force pour régler les différends*». Il a appelé ces parties à «*protéger les civils et à s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver les tensions et les divisions et à l'arrêt immédiat de la violence à Tripoli*». Pour sa part, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a indiqué dans un communiqué suivre «*avec une profonde inquiétude la menace de recourir à la force*» dans le but de résoudre une crise de légitimité entre les parties libyennes. La mission onusienne a, en outre, appelé dans son communiqué les différents rivaux à la «*désescalade immédiate*». De leur côté, les Etats-Unis ont condamné «*l'escalade de la tension à Tripoli*», et l'ambassadeur américain à Tripoli, Richard Norland, a appelé à la mise en place de corridors humanitaires pour évacuer les victimes et les civils pris au piège des combats et dénoncé la «*persistance de l'impasse politique*» en Libye. Pour sa part, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a, dans un tweet, exprimé sa «*profonde préoccupation*» face aux développements de la situation à Tripoli, appelant toutes les parties à «*assumer leurs responsabilités, engager un dialogue et abandonner les armes*». Le Parlement arabe a lui aussi exprimé «*sa vive préoccupation*» face à la situation dans la capitale libyenne et appelé, dans un communiqué publié hier, toutes les parties et forces nationales, ainsi que les composantes sociales libyennes à «*la cessation de la violence, à la désescalade et au retour à la table des négociations pour parvenir à une solution libo-libyenne à même de ramener la stabilité en Libye*». Un appel similaire a été également lancé par l'Egypte qui a exhorté toutes les parties libyennes à «*la cessation des hostilités, faire prévaloir la voie du dialogue et faire preuve de retenue pour arrêter l'effusion de sang*» en Libye, tandis que la Tunisie, «*vivement préoccupée*» par les «*développements graves de la situation à Tripoli*», a appelé les Libyens à la «*sagesse*» et au «*dialogue*» pour «*aplanir les divergences*». Dans un communiqué, le ministère turc des Affaires étrangères a appelé les parties libyennes à «*faire preuve de retenue et à la cessation immédiate des hostilités*». «*Ankara suit avec une grande préoccupation les affrontements en cours en Libye qui ont coûté la vie à des civils*», a souligné le communiqué. Et enfin, le secrétariat général de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) a exhorté dans un communiqué toutes les parties libyennes à «*arrêter la violence, protéger les civils et éviter l'escalade*», appelant au «*calme et au dialogue pour régler les différends*». Il a également souligné «*le soutien de l'OCI aux efforts visant à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité en Libye*».

Meriem Benchaouia

— Lors d'une réunion du Conseil des ministres présidée par Abdelmadjid Tebboune —

La date de la rentrée scolaire fixée au 21 septembre

■ *Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres qui a porté sur des exposés relatifs aux préparatifs de la rentrée scolaire 2022-2023, aux récents feux de forêt et les mesures prises pour y faire face, à la campagne moisson-battage, ainsi qu'au projet de loi organique sur l'information, et d'autres projets de loi liés, entre autres, à l'activité audiovisuelle et au rassemblement, en consolidation de l'unité nationale.*

Par Massi Salami

Au début de la réunion, le Président et les membres du gouvernement ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes des derniers feux de forêts. Abdelmadjid Tebboune a donné, lors de cette réunion, un ensemble d'instructions et d'orientations.

Concernant la révision des salaires, des pensions de retraite et de chômage, le Président a instruit l'exécutif de réviser l'allocation chômage et leurs bénéficiaires, les salaires des travailleurs et les pensions de retraite en fonction des équilibres financiers et leur inclusion dans la Loi de Finances 2023.

Pour la rentrée scolaire 2022-2023, le Conseil des ministres a fixé la date officiellement au mercredi 21 septembre. Le chef de l'Etat a ordonné au Premier ministre de coordonner avec les secteurs de l'éducation et de la santé, pour se réunir dans les meilleurs délais, avec la participation des associations des parents d'élèves, pour trancher de la possibilité du retour à l'enseignement selon le système ordinaire. Aussi, était question d'adopter une nouvelle politique du livre scolaire, concernant la distribution, éloigner ses contenus de tout ce qui est politique, afin qu'il soit valable pour une longue durée indépendamment des changements politiques. La poursuite des mesures d'allégement du cartable scolaire et la bonne préparation pour l'enseignement de l'Anglais, cette année, à partir de la troisième année primaire. L'Etat, est-il indiqué, poursuivra son soutien des couches faibles afin de garantir la continuité de la gratuité de l'éducation, tout en prenant en considération les transformations sociales survenues.

Au sujet du projet de loi de rassemblement, en consolidation de l'unité nationale, le président Tebboune a donné instruction de revoir ce projet de loi, et limiter la catégorie qui va en bénéficier aux personnes qui se sont rendus après la fin des délais de la loi de la concorde civile. Pour la prévention du financement du terrorisme et blanchiment d'argent, le Président a insisté sur cette loi et son rôle pour faire face au phénomène de blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la corruption, de manière générale, insistant sur l'application et le respect de toutes les mesures et jugements concernant la saisie. Evoquant les derniers feux de forêts, le Président a exprimé ses remerciements et sa reconnaissance envers tous les intervenants ayant participé à l'extinction des incendies. Il a ainsi ordonné d'accélérer l'opération d'acquisition des canadairs, pour que l'Algérie réceptionne son premier canadair en décembre prochain, et le deuxième au premier semestre de 2023. Ces canadairs sont de grand tonnage dont la capacité est de pas moins de 12 000 litres d'eau, afin d'éviter les petits avions dont le remplissage nécessite l'utilisation de citernes, leur rôle réduit et se limitant à l'utilisation de l'eau potable.

Ph/D. R.

Concernant la campagne de moisson-battage, instruction a été donnée au ministre de l'Agriculture d'indemniser les agriculteurs avant le début de la saison agricole. Aussi, il a ordonné d'indemniser les sinistrés des derniers incendies après une opération d'évaluation minutieuse, avec la participation des autorités locales. Parmi ses orientations, le président a préconisé l'utilisation des moyens technologiques, notamment les drones, pour connaître les sites et les conditions de stockage du blé, à partir de cette saison. Comme il sera question d'entamer une campagne nationale avec la participation de tous les intervenants, autorités locales et agriculteurs, à œuvrer rapidement à augmenter le rendement à l'hectare de blé et d'orge, intensifier le partenariat étranger, afin d'atteindre un rendement moyen de 30 à 35 quintaux à l'hectare. Le président de la République a également ordonné d'augmenter les capacités de stockage stratégique des céréales à l'échelle nationale.

Concernant le projet de loi organique sur l'information, M. Tebboune a insisté sur le rôle du Conseil supérieur du journalisme pour définir les concepts concernant les catégories professionnelles du secteur de la presse, et faire la différence entre non respect de l'éthique professionnelle et ce qui relève du pénal. Il a aussi instruit de créer un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie qui aura à trancher sur l'aspect professionnel, dans toutes les spécialités de la presse. Comme il sera procédé à la domiciliation des chaînes de télévision de contenu algérien avant la fin de l'année en cours en coordination avec la TDA et lutter contre le transfert illégal de la devise de manière détournée.

M. S.

Agriculteurs touchés par les derniers incendies

Des instructions fermes pour la prise en charge de tous les dossiers

Dans le cadre de l'opération indemnisation des agriculteurs touchés par les derniers incendies qui ont causé des dégâts considérables dans plusieurs wilayas du pays, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni, a donné des instructions fermes pour une prise en charge optimale et dans le respect des délais et des normes, de tous les dossiers. Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination consacrée à la prise en charge des dégâts occasionnés par les récents feux de forêt, et à laquelle ont participé des cadres du secteur, en vue de faire le point sur les mesures prises par le ministère suite aux derniers incendies, note le communiqué du ministère. Lors de la rencontre, le ministre a donné des instructions fermes pour une prise en charge optimale et dans le respect des délais et des normes de tous les dossiers, tout en se recueillant à la mémoire des victimes et en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Henni a, par la suite, relevé la nécessité de prendre en charge les dégâts enregistrés, pour lesquels l'Etat a mobilisé l'ensemble des moyens nécessaires.

Il s'agit principalement, d'après le ministère, de l'installation, le 22 août courant, de la commission sectorielle dont les membres s'étaient rendus directement aux wilayas concernées le 24 août pour entamer le travail au niveau d'El-Tarf. Les membres du comité se sont déplacés à partir du 25 août à Souk Ahras, Guelma, Sétif et le reste des wilayas touchées.

Le ministre a suivi, à l'occasion de cette réunion, un exposé sur la caravane de solidarité lancée le 24 août courant depuis le siège de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), une caravane initiée en collaboration avec les chambres locales d'agriculture, des groupes et entreprises publics relevant du ministère de l'Agriculture, avant de passer en revue l'ensemble des mesures techniques et opérationnelles relatives à l'évaluation des dégâts et les indemnisations.

Cette réunion a vu, par ailleurs, la présentation de plusieurs exposés sur les plus importants dossiers du secteur, dont la réhabilitation du barrage vert, le foncier agricole, l'investissement, ainsi que la protection de la végétation et de la santé animale, a précisé le document.

D'autres exposés ont été présentés concernant la régulation des produits stratégiques à large consommation, ainsi que les préparatifs liés à la campagne labours-semailles.

Pour rappel, la Protection civile a recensé des dégâts importants suite aux incendies qui ont ravagé plusieurs wilayas du pays. En effet, les incendies ont causé la perte de 40 hectares de forêts, un hectare de maquis, six hectares de broussailles, 1 721 bottes de foin et 924 arbres fruitiers, selon toujours la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 58 incendies du couvert végétal à travers les wilayas de Tizi Ouzou, Sétif, Sidi Bel-Abbès, Souk Ahras, Tipaza, Guelma, Chlef, Bejaïa, Alger, M'sila, Bordj Bou-Arréridj, Tissemsilt, Mila et Aïn Defla.

Louisa A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Bataille pour le pouvoir en Libye ou seulement nouvelle flambée de violence à Tripoli ?

Suite de la page une

L'ambassade américaine notamment, tout en appelant à l'arrêt des combats, a mis l'accent sur la nécessité de ménager des voies de sortie aux civils désireux de fuir les combats. Cependant la journée ne s'est pas terminée sans que l'on voie Dbeibah rendre visite à un groupe de combattants, leur assurant que le temps des coups de force était terminé en Libye. Cela donne à penser que la décision a été emportée par lui et ses partisans, que les putschistes ou les attaquants ont été vaincus. Maintenant, on aurait été plus enclin à le croire s'il était filmé autrement que par des moyens de fortune, et que les images étaient mieux cadrées et plus stables, alors qu'elles tressautaient tout le temps, comme s'il s'agissait de faire vite, le danger étant encore présent. Dans la journée, il a été question de convois militaires en provenance de Misrata et mettant le cap sur Tripoli. Un convoi venant de l'ouest a également été signalé, ainsi qu'un autre surgissant au sud. En fin de journée, on ne savait toujours pas où étaient passées ces colonnes, si elles avaient été interceptées, si elles avaient rebroussé chemin, ou si au contraire elles étaient bel et bien entrées dans Tripoli. Les heures qui viennent ne manqueront pas de nous en apprendre davantage. Dans le cas où il s'avère qu'en effet, c'est une nouvelle bataille de Tripoli qui commence, tous ceux qui s'intéressent au sort de la Libye seront du moins certains que de son issue dépendra dans une bonne mesure l'avenir politique de la Libye. Si on a affaire à une offensive sur Tripoli, de deux choses l'une : ou bien elle est couronnée de succès, ou bien elle échoue comme la précédente, celle de 2019. Dans les deux cas, il y aura un vainqueur et donc une force réunifiant la Libye sous son autorité, qu'elle-même relève du gouvernement Dbeibah ou du gouvernement rival, celui de Bashagha. Mais si au contraire, ces affrontements ne sont qu'une flambée de violence de plus, alors cela voudra dire qu'il y en aura d'autres et que la division de la Libye en deux entités politiques va persister pendant un temps indéfini. L'autre alternative, que serait une relance du processus politique, a moins de chance d'aboutir que le recours pur et simple à la contrainte. Ce qui manque en Libye depuis maintenant une décennie, ce ne sont pas des armes, mais une force capable de les soustraire aux autres pour s'en réserver la possession et l'usage.

M. H.

Lutte contre le crime à Béjaïa

385 affaires enregistrées le mois passé

Quelque 385 affaires criminelles et délictuelles ont été enregistrées par la police judiciaire de la wilaya de Béjaïa durant le mois de juillet passé. Elles semblent en hausse en été par rapport aux autres mois de l'année, du fait de la saison estivale et le nombre de personnes en vacances dans la région.

Par H. Cherfa

Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «*91 affaires d'atteintes à la chose publique ont été enregistrées le mois de juillet dernier, au cours desquelles 135 suspects ont été arrêtés dont 5 ont été écroués*».

Ajouté à ces affaires, 137 atteintes aux personnes impliquant 152 personnes, dont 6 ont été placées sous mandat de dépôt.

Durant le mois dernier, les services de la police judiciaire ont traité 67 autres ffaires de trafic et drogue (kif et substances psychiatriques), impliquant 74 suspects, dont 7 ont été placés en détention.

Concernant les atteintes aux mœurs, «*la police judiciaire de la sûreté de wilaya a recensé 11 affaires dans lesquelles 11 personnes étaient impliquées*», indique la même source.

En outre, 8 autres affaires d'atteinte à l'économie et aux finances publiques ont été enregistrées, affaires dans lesquelles sont impliqués 10 individus, dont un mis aux arrêts. «*Le reste des affaires a été transféré au parquet*», précise la même source dans son communiqué de presse. Par ailleurs, la police judiciaire de la 5e sûreté urbaine de la ville de Béjaia a mis fin aux agissements malsains de deux auteurs de vol à la tire ciblant une femme enceinte sur la voie publique.

Ces deux individus, âgés de 29 et 31 ans, ont arraché de force une chaîne à une femme enceinte vers 20h, sur la rue Krim-Belkacem, au centre-ville de Béjaïa, avant de disparaître sur leur moto.

L'intervention de la police a permis d'arrêter l'un des individus et son complice par la suite. «*L'enquête criminelle a démontré que les deux mis en cause sont impliqués dans plusieurs affaires similaires*», précise la même source.

Les deux malfaiteurs ont été présentés devant le parquet pour «*vol à la tire, utilisation d'une moto, attaque d'une personne faible physiquement et pour récidive*» et placés sous mandat de dépôt.

H. C.

Batna/ Aire de repos Hamla

Destination privilégiée des amoureux de la nature

L'aire de repos Hamla, mitoyenne avec la forêt Condorcet dans la commune d'Oued Chaâba, wilaya de Batna, s'affirme chaque été comme une destination privilégiée pour un grand nombre de visiteurs, notamment les amoureux de la nature, attirés par ses paysages enchanteurs. Les familles trouvent en ce lieu paisible à l'ombre des pins d'Alep, un espace de repos et de détente, où l'air pur est chargé des senteurs de diverses plantes aromatiques, notamment l'armoise, le romarin et le thym.

Le petit village de Condorcet, traversé par la route menant vers cette aire de repos, enregistre un dynamisme particulier à la faveur de cette affluence de visiteurs. Il faut venir de bonne heure, car les retardataires peinent à trouver une place sur cette aire distante de quelques kilomètres de la forêt, assure le jeune Djemaï Hamou, en tentant d'éloigner ses vaches de la route. Un autre jeune, Saâd El Amri, vendeur ambulant de thé et de cacahuètes habitué du lieu, assure que cette affluence a suscité le développement de certains petits métiers et augure d'horizons prometteurs pour les jeunes de cette localité, qui s'affirme peu à peu comme destination touristique. L'affluence des visiteurs est quasi ininterrompue tout au long de l'année, et atteint des pics en période estivale en raison de la fraîcheur qui caractérise ce lieu en fin de journée, a-t-il ajouté. Pour Saâd, ici tout émerveille, y compris les rayons de soleil qui se faufilent au travers des feuillages des vieux arbres pour dessiner sur les pierres du pont romain un tableau remarquable.

La notoriété de cette aire, qui se trouve à Hamla relevant du Parc national Belezma, réside aussi dans son prolongement par la route montagneuse connue comme la route d'Oum Rekha, entre Batna et Merouana, qui traverse une des plus denses et des plus belles forêts de la wilaya de Batna, ont assuré nombre de citoyens.

Paysages à couper le souffle

Le visiteur, qui découvre pour la première fois l'aire de repos Hamla et se laisse guider vers ce sanctuaire naturel en empruntant la route à gauche du pont romain, sera sans doute émerveillé par la biodiversité et les paysages naturels à couper le souffle de la forêt s'étendant des deux côtés de la route montagneuse de 28 km reliant Batna et Merouana. Les majestueux cèdres de l'Altas composent à perte de vue la dense forêt le long de la route de Hamla à Ain Kerrouch et Theniet El Guentas jusqu'à Ali Nemeur, Oum Rekha et Ali Nemeur à Merouana, formant des paysages fascinants comme «*provenant d'un monde féérique*», assure Hamoudi Zedam, rencontré sur les hauteurs de Condorcet en train de remplir quelques bouteilles de la source Ain Kerrouch. Selon ce visiteur, la nature paisible de ce lieu féérique l'a subjugué, assurant que sa famille et lui y trouvent un plaisir renouvelé à chaque visite.

Rencontrée à Oum Rekha en compagnie de son mari et ses enfants en pleine séance de selfies pour immortaliser leur passage par ce sanctuaire, Mme Leïla Naâmane a affirmé préférer les réserves forestières aux plages bondées et aux grandes villes côtières. «*Ici, le visiteur trouve calme et sérénité et passe d'agréables moments*», a ajouté cette dame, qui a néanmoins regretté «*l'absence de toutes commodités ou services pour l'accueil des visiteurs qui doivent apporter tout ce dont ils ont besoin*». Les patrouilles ininterrompues effectuées par la Gendarmerie nationale et les forestiers ainsi que les actions de sensibilisation menées depuis le début de l'été par certaines associations écologiques ont également fait de ce lieu un endroit «*calme et paisible*». Malgré le grand nombre de sites au Parc national de Belezma fréquentés par les visiteurs, les amoureux de la nature et autres adeptes de randonnée, de camping et d'alpinisme, l'aire de repos de Hamla reste la plus appréciée du fait de la densité de ses peuplements de cèdres, faisant d'elle un sanctuaire unique en son genre dans la wilaya, qui mérite valorisation dans une perspective de développement durable d'un écotourisme de montagne, ont estimé plusieurs visiteurs.

Pari sur les forêts récréatives pour relancer le développement

Les autorités de Batna misent sur les forêts récréatives pour relancer le développement et valoriser cette richesse dont la superficie estimée à 327 180 hectares, soit 27 % de la superficie de la wilaya, en fait d'elle la première au niveau national. Pour atteindre cet objectif, deux forêts récréatives ont été créées en 2022, a indiqué le conservateur des forêts, Abdelmoumen Bolzazen, précisant l'achèvement des procédures légales pour la forêt de Bouilef dans la commune de Fesdis avec la remise d'une licence d'exploitation à un investisseur de Batna, tandis que les candidatures ont été récemment ouvertes pour investir dans la forêt de Hargala, dans la commune de Marouana. Il est prévu également l'aménagement des deux forêts et la réalisation de plusieurs structures de services et loisirs fabriqués à partir de matériaux amis de la nature, selon un cahier des charges qui permet la préservation de cette richesse et son exploitation optimale. Selon le responsable, une étude d'un troisième projet similaire, forêt récréative de Tizguin, a été récemment achevée au niveau de la forêt domaniale d'Ouled Fadala relevant de la commune de Tazoult. Le projet a été approuvé par les services de la Direction générale des forêts et transféré au ministère de tutelle, a ajouté la même source.

Actuellement, pas moins de 12 projets de forêts récréatives sont à l'étude au niveau de la Direction générale des forêts, d'une superficie globale estimée, selon le responsable, à 2 900 hectares, afin de les valider avant leur transfert au ministère de tutelle.

Le wali de Batna, Toufik Mazhoud, a souligné à plusieurs reprises l'importance de valoriser la richesse forestière de la wilaya à travers la création de forêts récréatives, qui permettront la création d'emplois pour les jeunes et relancer le développement local notamment dans le domaine du tourisme de montagne.

Lamia H.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

Saïed appelle à convertir les dettes des pays africains en projets pour les jeunes

Le Président tunisien, Kaïs Saïed, a appelé à réduire les dettes des pays africains et à les convertir en projets de développement pour les jeunes, estimant que ces dettes sont devenues un véritable obstacle face à l'essor économique dans le continent.

Par Salem K.

S'exprimant, samedi, lors du Forum des affaires tenu dans le cadre la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8), M. Saïed a souligné que *«l'investissement en Afrique reste tributaire de l'instauration d'une justice sociale et d'une stabilité politique»*. Il a, dans ce contexte, mis l'accent sur l'importance de *«mettre en place une nouvelle vision et de nouveaux mécanismes à même de développer l'Afrique»* qui, a-t-il dit, *«regorge d'importantes richesses naturelles, mais reste paradoxalement le contient le plus pauvre du monde»*.

Il a, par ailleurs, souligné que la Tunisie œuvrera, à travers cette conférence, à établir un nouveau partenariat avec les autres pays africains, basé sur le capital humain, affirmant que *«l'Afrique est appelée aujourd'hui et plus que jamais à être unie»*. Intervenant par vidéoconférence, le Premier ministre du Japon, Fumio Kishida, a déclaré que son pays mettra tout en œuvre afin de développer ses activités et améliorer le climat d'affaires en Afrique, réitérant l'engagement du japon à promouvoir l'économie verte.

De son côté, le président du Sénégal, Macky Sall, a affirmé qu'il est indispensable d'améliorer le climat des affaires pour booster l'investissement en Afrique, ajoutant que cela *«passe impérativement par l'amélioration de la formation et du cadre réglementaire»*. Plus de 300 personnalités participent à la TICAD 8, organisée les 27 et 28 août à Tunis. Ils représentent 66 délégations officielles venant de 48 pays (ministres des Affaires étrangères, de l'Economie et du Commerce, corps diplomatique…) ainsi que des hauts représentants des organisations régionales et internationales, de la société civile, outre 120 journalistes, selon les organisateurs.

La BM reste «un partenaire engagé à long terme» pour l'Afrique

Le président du Groupe de la Banque Mondiale (BM), David Malpass, a souligné que son institution *«reste un partenaire engagé à long terme pour l'Afrique»*. Intervenant à l'ouverture de la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 8), le responsable de la BM a estimé que les temps difficiles exigent des *«réponses efficaces»* pour traverser les crises et *«jeter les bases d'économies plus prospères et résilientes»*. *«Les taux de vaccination en Afrique restent faibles, de nombreux pays africains sont confrontés à des niveaux d'endettement élevés, l'insécurité alimentaire augmente et les restrictions commerciales font des ravages dans les pays qui dépendent largement des importations alimentaires»*, a-t-il souligné.

Il a rappelé que près de la moitié des financements accordés par la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) et l'IDA (Association internationale de développement) vont à l'Afrique. *«Nous travaillons en étroite collaboration dans plusieurs domaines comme le commerce qui constitue un puissant moyen de bâtir des économies résilientes, de réduire la pauvreté et de stimuler la prospérité»*, a-t-il fait savoir.

«Au Groupe de la BM, nous conseillons les gouvernements sur les politiques commerciales nécessaires, notamment sur la nécessité d'éviter les interdictions d'exportation et autres mesures restrictives pour le commerce», rappelle Malpass. Il a ajouté que son institution aidait les pays africains à fournir une protection sociale ciblée et indispensable aux plus vulnérables.

«Nous pensons que des programmes de protection sociale bien ciblés qui profitent aux pauvres offrent une bien meilleure valeur que les subventions alimentaires ou énergétiques non ciblées qui sont coûteuses et profitent le plus aux consommateurs les plus riches», a-t-il expliqué.

S. K.

Sonatrach

Toufik Hakkar inspecte les installations du Groupe à Bejaïa

Le président-directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué, samedi, une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Bejaïa pour s'enquérir du fonctionnement des installations du Groupe, indique un communiqué de la compagnie pétrolière nationale. M. Hakkar était accompagné lors de cette visite de cadres dirigeants de l'activité transport par canalisation (TRC) et des départements ressources humaines, marketing et de la Société de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures (STH), a précisé le communiqué. Le P-DG de Sonatrach s'est rendu à l'entame de sa visite au terminal de chargement du pétrole brut au niveau du port de Béjaia qui a vu des travaux de réaménagement, ce qui permettra de *«faciliter le chargement des tankers transportant le pétrole brut dédié à l'exportation, dans les meilleures conditions et selon les normes internationales de sécurité»*. Il a visité, ensuite, le terminal arrivée OB1 où il a inspecté le projet de rénovation de ce pipeline, le plus ancien en Algérie, construit en 1959, selon le document qui souligne qu'*«il a été entièrement rénové au niveau du tronçon M'sila-Béjaia sur une distance de 176 km»*. Pour Sonatrach, la rénovation de ce pipeline *«est un important acquis»*, car permettant de transporter les hydrocarbures de manière *«fiable et sûre»*, lit-on encore dans le communiqué.

«Le P-DG a échangé également avec les cadres de la direction régionale de l'activité transport par canalisation et écouté les préoccupations des travailleurs qui seront prises en charge dans le cadre du projet de modernisation des ressources humaines devant être lancé avant la fin de l'année», a-t-on ajouté. A cette occasion, M. Hakkar a émis des instructions à l'effet de booster la performance, rappelant *«l'importance des installations pour le Groupe qui contribuent à renforcer ses capacités en termes de distribution et de commercialisation»*.

«La stratégie du Groupe vise à assurer des issues sûres pour la chaîne de production, garantissant ainsi la sécurité lors de la réalisation des engagements contractuels», a mis en avant M. Hekkar.

Farid L.

Pour s'adapter aux exigences des entreprises économiques

La relance de la formation en études d'ingénierie nécessaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a insisté depuis Annaba sur la relance du cursus de formation dans les études d'ingénierie au titre de la saison universitaire 2022-2023, afin de s'adapter aux exigences des entreprises économiques.

L'autorisation donnée à plusieurs établissements universitaires et Ecoles supérieures pour ouvrir des cursus de formation en études d'ingénierie, *«s'inscrit dans le sillage de l'ouverture de l'université sur l'environnement économique et social, après avoir constaté une forte demande en la matière exprimée par les entreprises économiques»*, a précisé le ministre, en marge de l'inauguration de 2 000 places pédagogiques au pôle universitaire Sidi Amar, devant abriter l'Ecole nationale supérieure des technologies et d'ingénierie. *«La relance de ce type de formation s'inscrit également dans le cadre d'une nouvelle vision de l'université, basée sur la formation d'ingénieurs entrepreneurs créateurs de richesses, contrairement au mode de formation précédent»*, a ajouté M. Benziane.

Inspectant les structures de ce pôle universitaire qui comprend 45 salles de cours et de travaux dirigés, 14 laboratoires, deux amphithéâtres et une bibliothèque, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a insisté sur *«l'importance d'adapter toutes les spécialités ouvertes avec les exigences de l'environnement socio-économique pour concrétiser sur le terrain la nouvelle vision du secteur»*. Rappelant que l'Ecole nationale supérieure des technologies et d'ingénierie, créée au titre de la nouvelle saison universitaire, avec l'introduction de deux filières, la première relative aux technologies et la seconde dans les mines, le ministre a appelé les responsables concernés à *«donner beaucoup plus d'importance à l'ouverture de spécialités de formation dans le secteur des Mines»*. Il a rappelé, dans ce cadre, que le développement du secteur des Mines *«s'inscrit parmi les réformes stratégiques de l'Etat et l'université doit satisfaire et garantir les besoins de l'Etat dans le domaine de la formation dans ce secteur»*, mettant en avant aussi *«l'importance de conclure des conventions de partenariat entre l'université et le ministère de l'Energie et des Mines»*. Au cours de sa visite à Annaba, le ministre a inauguré également 5 000 places pédagogiques au pôle universitaire Ahmed El-Bouni réservées à la faculté des Lettres et Langues de l'université. Sur place, M. Benziane a indiqué, dans une déclaration à la presse, que sa visite à Annaba a pour objectif de *«s'enquérir des préparatifs en prévision de la nouvelle rentrée universitaire»*. Mettant en valeur la qualité des travaux de réalisation de ces nouvelles infrastructures comprenant au total plus de 60 salles de cours et de travaux dirigés, des laboratoires de langues et autres de l'informatique en plus d'amphis et de bibliothèques, le ministre a affirmé que ces espaces permettent d'assurer une formation idoine aux étudiants.

N. T.

In-Salah

Plusieurs projets pour améliorer l'approvisionnement en eau potable

■ *La wilaya d'In-Salah a bénéficié, entre 2021 et 2022, de plusieurs projets pour améliorer l'approvisionnement en eau potable, a-t-on appris auprès de la Direction locale des ressources en eau (DRE).*

Par Salem B.

Parmi ces opérations, figure la réalisation de trois châteaux d'eau dans les régions d'Iqstane, Barka-4 et au chef-lieu de wilaya pour une enveloppe financière de plus de 210 millions DA, a affirmé à l'APS le chef de service des ressources en eau à la DRE d'In-Salah, Boubaker Branis.

La wilaya d'In-Salah a connu également des travaux de réhabilitation et d'extension du réseau d'eau potable ayant touché plusieurs localités telles que les quartiers de Lafkikira, Zawiya et El-Baraka-4, a ajouté le même responsable, soulignant que le secteur prévoit la réalisation de deux nouveaux châteaux d'eau d'une capacité de 1 000 m³ à Djoualil et In-Salah, une station de déminéralisation, ainsi qu'un laboratoire d'analyse de la qualité de l'eau, sachant que ce type d'analyses s'effectue actuellement à Tamanrasset.

Pour assurer la continuité du service public, M. Branis a appelé les citoyens à rationaliser leur consommation en eau pour préserver cette ressource vitale et à s'acquitter de leurs factures auprès des services de l'Algérienne des eaux (ADE), afin de permettre à la DRE de concrétiser les différents projets visant l'amélioration de l'alimentation en eau potable. S'agissant du réseau d'assainissement, le chef de service des ressources en eau a indiqué que la wilaya d'In-Salah a enregistré une série d'opérations susceptibles d'éradiquer les «points noirs», surtout dans les quartiers de Daghamcha, El- Sahla cherguia, la zone d'expansion urbaine, Joualil, El-Sahla el-gharbia et Iqstane.

Le secteur prévoit, en outre, la réalisation d'une station de refoulement des eaux usées dans la région d'El-Baraka-4, en plus de la rénovation du réseau d'assainissement et la réhabilitation des stations d'épuration des eaux usées implantées dans les communes d'Inghar et Foggaret Ezzoua, a-t-on signalé à la DRE.

S. B.

Tiaret

Lancement prochain d'une étude technique du projet de dédoublement des RN 23 et 40

Une étude technique du projet de dédoublement des routes nationales (RN) 23 et 40 de la wilaya de Tiaret sera lancée prochainement, a annoncé le wali, Mohamed Amine Dramchi. Le wali a indiqué, en marge d'une visite d'inspection de projets relevant du secteur des Travaux publics, que l'étude a été inscrite récemment par le ministère des Travaux publics pour délimiter les trajets et travaux à exécuter sur ces deux axes routiers très fréquentés reliant les wilayas du nord à celles du sud concerne le tronçon qui traverse la wilaya de Tiaret par la RN 23 depuis la commune de Kertoufa jusqu'à la wilaya de Relizane sur une distance de 40 km, ainsi que le tronçon de la RN 40, à partir de la commune de Dahmouni à la wilaya de Djelfa sur une distance de 64 km. Une autre étude technique sera également lancée pour expertiser le type de travaux à réaliser sur les RN 120 et 111 sur une distance de 70 km chacune, qui relient la wilaya de Tiaret aux wilayas d'El-Bayadh et Djelfa, selon le responsable. Ces projets, proposés au titre de la loi de finances 2023, permettront d'alléger le trafic au niveau des routes nationales qui traversent la wilaya de Tiaret sur une distance dépassant les 700 km.

L. O.

Tindouf/ Aéroport Commandant Farradj

40 % de taux d'avancement des travaux de renforcement

Les travaux de renforcement de l'aéroport Commandant Farradj à Tindouf ont enregistré un avancement estimé à 40 %, a-t-on appris auprès de la Direction locale des travaux publics (DTP).

Doté initialement d'une enveloppe financière de l'ordre de 2,13 milliards DA, pour le renforcement de la piste principale ainsi que d'autres installations aéroportuaires, ce projet a connu une réévaluation afin d'éradiquer les "points noirs" et mettre un terme aux dégradations enregistrées, notamment dans l'aire de stationnement et la voie de circulation, sur la base d'une expertise menée par des cadres du secteur, a indiqué le chef de service des infrastructures aéroportuaires à la DTP, Smail Chahid. Lancée en mai dernier, cette opération d'urgence, dont les délais de réalisation sont fixés à 8 mois, a nécessité un financement de plus de 611 millions DA, au titre du Plan sectoriel de développement, a indiqué le responsable, signalant que le projet sera réceptionné début 2023. Et d'ajouter que le groupe de travail a divisé le chantier en deux, et ce, pour assurer une exploitation partielle des infrastructures nécessaires et permettre une continuité du service public concernant le transport aérien au niveau de cette infrastructure aéroportuaire.Il a, par ailleurs, fait savoir que des cadres du secteur ont introduit, pour la première fois, une nouvelle technique portant sur l'utilisation du gravier concassé dans le revêtement de la piste, affirmant que cette matière première disponible au niveau local possède une grande capacité de résistance et peut atteindre une durée de vie de plus de 10 ans.

La DTP s'attelle à réaliser ce projet, conformément aux normes en vigueur, pour être remis dans les plus proches délais à l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires, a-t-il conclu.

Sara G.

Djelfa

Réparation de la conduite d'adduction de la station de Oued Sder

La conduite d'adduction de la station de Oued Sder a été réparée par les agents de l'unité de Djelfa de l'Algérienne des eaux (ADE), 48 heures après la fuite d'eau ayant affecté les puits d'approvisionnement, a-t-on appris auprès de cette entreprise.

«*Cette fuite, survenue mercredi dernier, sur la conduite d'adduction de la station de Sder* (30 km au sud de Djelfa) *et ayant causé une perturbation dans la distribution d'eau potable au niveau de différents quartiers de la ville de Djelfa, a été réparée grâce aux efforts soutenus des agents de l'ADE et à la mobilisation des moyens nécessaires pour ce faire*», a indiqué la chargée de communication, Aïcha Slimani. Elle a expliqué que cette fuite d'eau s'est produite au niveau de la conduite d'adduction (de 600 mm de diamètre) reliant les puits profonds à la station de Oued Sder.

«*Un problème ayant entraîné la suspension de l'écoulement des trois puits, jusqu'à l'achèvement des travaux de réparation de la fuite, réalisés dans de très bonnes conditions*», a assuré la même responsable. Mme Slimani a affirmé, en outre, qu'«*en dépit de cette fuite d'eau, l'ADE de Djelfa a maintenu son programme d'alimentation en eau potable des différents quartiers de la ville de Djelfa*».

La ville de Djelfa, a rappelé la chargée de communication, «*bénéficie de la majeure partie des quantités d'eau potable mobilisée à partir du champ captant de Oued Sder à Ain Ibel et de celui de Dzira, entrée en exploitation dernièrement dans la même commune et contribuant, en grande partie dans l'alimentation du chef-lieu de wilaya en eau potable*», a-t-elle souligné.

A. Y.

Galerie d'art Mohamed-Racim

Moho Sahraoui expose ses dernières œuvres

■ *Le grand plasticien Moho Sahraoui revient vers ses fans à Alger, avec une exposition pleine d'émotions, de couleurs, d'espoir mais aussi d'humanisme. En effet, les passionnés d'arts plastiques peuvent assister au vernissage de cette exposition prévu le 3 septembre prochain à la galerie d'art Mohamed-Racim.*

Par Abla Selles

«*Retour aux sources et aux origines, Alger m'illumine et m'enchante, la prestigieuse galerie Racim me reçoit, je vous invite à visiter mon expo qui se déroulera à la Galerie Racim, à la rue pasteur du 1er au 15 septembre. Le vernissage aura lieu le samedi 3 septembre*», écrit l'artiste sur sa page Facebook. Très attendu par ses fans, ses amis et les passionnés d'art, l'artiste a donné un avant-goût de cette exposition à travers des photos de son atelier où il mettait les dernières retouches de cette exposition.

Très présent sur les réseaux sociaux par son art et son humanisme, Moho Sahraoui est un artiste qui œuvre à chaque fois pour proposer des œuvres portantes des messages de paix, de fraternité, d'optimisme et de joie. Connu pour l'utilisation de couleurs fortes, l'artiste est salué par les artistes de sa génération et inspire beaucoup de jeunes. D'ailleurs, Djamel Benkrid aécrit : «*L'art de Moho est une résistance dans une problématique de la vérité absolue. Moho déploie l'art à sa manière d'être, autrement dit l'art représente l'esprit, la métaphysique qui incarne la force et inspiration de la volonté de puissance de sa propre existence*».

Installé à Paris depuis plus de 15 ans, Moho Sahraoui est un peintre et plasticien algérien. En 2019, l'artiste a su immortaliser à l'aide de ses pinceaux et ses couleurs, la révolution du sourire. Sans doute qu'il sera question, un peu beaucoup de ces œuvres-là, à cette exposition qui s'appelle «Amour et liberté». Pour rappel, Moho Sahraoui est «né à Aïn Benian (Guyotville), de parents travailleurs originaires de Cherchell, dans la wilaya de Tipasa. C'est son père, peintre en bâtiment, qui lui a appris à faire ses premières touches de pinceau. Dans cette ville qui l'a vu grandir, chacun l'appelait à sa manière ! Il y a eu d'abord Moho, qui est le dimunitif de Mohamed à Cherchell, puis Mohand ou Mohouche – prénoms souvent donnés souvent par les Kabyles qui représentent la plus grande communauté de Gyotville – ou Moh, tout simplement, comme l'appellent les Algérois. Il a préféré garder Moho, en référence à la culture de sa région natale, Chenoua.

A. S.

Festival Jazz à la Villette (France)

Un retour remarquable des Américains

Quasiment absents des deux dernières éditions à cause de la pandémie de Covid-19, les musiciens américains font un retour en force au Festival Jazz à la Villette, organisé à partir de mercredi à Paris.

«*Les Américains ne pouvaient pas du tout venir ; là, d'un seul coup, il y a quelque chose qui circule plus. On a retrouvé une configuration pré-Covid*», se réjouit Frank Piquard, programmateur du festival qui se déroulera jusqu'au 11 septembre.

Ces musiciens viennent de La Nouvelle-Orléans, New York, Chicago, Los Angeles... autant de places fortes du jazz dans le pays où cette musique est née il y a un peu plus d'un siècle.

Ils incarnent les nouveaux courants d'une scène en pleine ébullition outre-Atlantique, avec de jeunes talents qui vont largement puiser leur inspiration dans le funk, le hip-hop ou les musiques électroniques et bousculent sérieusement les codes du jazz.

«*On s'est dit que c'était peut-être le moment de miser sur la jeunesse, il y avait énormément de propositions de nouveaux projets*», explique Frank Piquard.

Parmi ces propositions qui ont eu le temps de s'épanouir pendant cette période confinée, figure DOMi & JD Beck, un duo de très jeunes musiciens interprète d'un jazz groove. Autre duo, entre électro-pop et funk : Knower, unissant le batteur Louis Cole et la chanteuse Geneviève Artadi. Voilà pour Los Angeles.

La Nouvelle-Orléans délègue Tank and the Bangas, un «combo» qui interprète avec humour une musique rafraîchissante où se télescopent funk, hip-hop, soul et jazz.

Angel Bat Dawid, multi-instrumentiste, représentera l'école de Chicago avec un free jazz mystique et incantatoire dans la droite lignée de ses aînés initiateurs, dans les années 60, du concept de «Great Black Music».

Ces jeunes musiciens reçoivent souvent la caution de leurs aînés. Jazz à La Villette a tenu à témoigner de ces liens tissés entre les générations.

Cimafunk, jeune formation cubaine de funk-rap, dialoguera ainsi avec le tromboniste Fred Wesley (79 ans), ex-membre des JB Horns, légendaire section de cuivres de James Brown au siècle dernier.

L. B.

Sa première nouvelle chanson depuis 2016

Britney Spears sort un duo avec Elton John

La première nouvelle chanson de Britney Spears en six ans est sortie vendredi, un duo avec la légende britannique Elton John intitulé «*Hold Me Closer*». Le morceau sort moins d'un an après l'annonce de la fin de la tutelle controversée exercée principalement par son père, Jamie Spears.

«*Okie dokie... ma première chanson en 6 ans !!!!*», a écrit la chanteuse sur Twitter.

«*C'est plutôt super cool de chanter avec l'un des hommes les plus classiques de notre époque*».

La pochette de la chanson associe des images d'enfance des deux légendes de la pop, qui à eux deux ont plus de 90 ans d'expérience dans l'industrie musicale. En dépoussiérant son classique «*Tiny Dancer*», avec des éléments de «*The One*» avec l'aide d'une artiste plus jeune, Elton John réière le tour de passe-passe qu'il avait réussi avec le tube de l'année dernière «*Cold Heart*», enregistré avec Dua Lipa.

La dernière sortie de Britney Spears remontant à 2016, avec son album «*Glory*». Depuis, la chanteuse avait surtout fait les gros titres avec son combat pour être libérée de sa tutelle, décidée en 2008 en raison de troubles psychologiques. Britney Spears avait dénoncé une mesure «*abusive*» qui, selon elle, l'empêchait de retirer son stérilet contraceptif malgré son désir d'avoir d'autres enfants.

C. M.

La date de sortie de «Joker 2» révélée

Elle aura lieu le 4 octobre 2024

Le tournage, dirigé à nouveau par Todd Phillips, devrait commencer à la fin de l'année. Bonne nouvelle pour les fans de «*Joker*». Si «*Batgirl*» a été annulé par la Warner, la sortie de «*Folie à Deux*» est non seulement maintenue mais elle a une date. La suite des aventures d'Arthur Fleck sera disponible en automne 2024. Le 4 octobre 2024 précisément, comme l'annonce Deadline. Joaquin Phœnix rempile pour ce rôle qui lui a déjà valu un Oscar. Le réalisateur l'avait confirmé en juin dernier, en même temps qu'il en dévoilait le titre. La «*Folie à deux*» est une psychose partagée entre deux personnes (ou plus). Si rien n'a filtré concernant le script, le nom de Lady Gaga circule pour incarner Harley Quinn. La Warner mise en tout cas beaucoup sur ce long-métrage, dont la sortie se fera en salle, et à raison. «*Joker*» avait remporté deux Oscars sur 11 nominations. Le succès a aussi été public, puisqu'il a rapporté plus d'un milliard de dollars au box-office mondial, et 335,4 millions de dollars aux Etats-Unis.

R. I.

Agend'Art

Galerie d'art Mohamed- Racim
Du 1er au 15 septembre :
Exposition d'art plastique signée Moho Sahraoui
Metro d'Alger
Jusqu'au 31 août :
Exposition d'œuvres artisanales au niveau de trois stations de métro, à savoir la place des Martyrs, Tafourah-Grande poste et Gué de Constantine.

Pluies au Pakistan

Plus de 1 000 morts, le sud se prépare à un nouveau déluge

■ *Le sud du Pakistan, particulièrement touché par les inondations, se préparait hier à un nouveau déluge provoqué par les crues des rivières, le bilan humain s'élevant à plus de 1 000 morts dans l'ensemble du pays.*

Par Mourad M.

Alimenté par des dizaines de rivières et de ruisseaux de montagne sortis de leur lit à la suite de pluies records et de la fonte des glaciers, l'Indus, fleuve qui traverse la province du Sindh dans le sud du pays, ne cesse de grossir. Les vannes ont été ouvertes pour faire face à un débit de plus de 600 000 m³ par seconde, a indiqué le responsable de l'important barrage qui régule le débit du fleuve, près de la ville de Sukkur, dans la province du Sindh, où vivent quelque 500 000 habitants. Les autorités ont prévenu que des torrents d'eau devraient atteindre cette province du sud dans les prochains jours, aggravant les difficultés de millions de personnes déjà touchées par les inondations. Les responsables pakistanais attribuent ces intempéries dévastatrices au changement climatique, affirmant que le Pakistan subit injustement les conséquences de pratiques environnementales irresponsables ailleurs dans le monde.

Selon le dernier bilan de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA) publié hier, 1 033 personnes ont été tuées par les pluies torrentielles, dont 119 ces dernières 24 heures. Plus de 33 millions de personnes – un Pakistanais sur sept – ont été touchées par ces intempéries et près d'un million de maisons ont été détruites ou gravement endommagées, selon le gouvernement. Dans la province du Sindh, des dizaines de milliers d'habitants des zones rurales ont trouvé refuge sur les routes surélevées et les lignes de chemin de fer. Près de Sukkur, des tentes ont été dressées sur deux kilomètres pour accueillir les sinistrés qui continuaient d'arriver en bateau, chargés de lits en bois et de vaisselle, seuls bien qu'ils ont pu sauver. Dans le nord du Pakistan, des milliers de personnes vivant près de rivières en crue ont reçu l'ordre samedi d'évacuer leurs habitations. Des hélicoptères et des sauveteurs continuaient toutefois hier de mettre à l'abri les retardataires.

Dans cette destination touristique populaire pour ses montagnes accidentées, de nombreuses rivières sont sorties de leur lit, démolissant à leur passage des dizaines de bâtiments, dont un hôtel de 150 chambres qui s'est effondré dans un torrent déchaîné. Déjà durement touché par les inondations de 2010, le propriétaire d'une maison d'hôtes, Nasir Khan, a affirmé avoir tout perdu. «*La partie du bâtiment épargnée il y a 12 ans a été engloutie par les eaux*», a-t-il raconté à l'AFP. Ces intempéries sont comparables à celles de 2010, année au cours de laquelle 2 000 personnes avaient été tuées et près d'un cinquième du pays submergé par les pluies de mousson qui interviennent chaque année entre juin et septembre, selon les autorités. Vendredi, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et mobilisé l'armée pour faire face à cette «*catastrophe d'une rare ampleur*», selon les termes de la ministre du Changement climatique, Sherry Rehman. Le pays est particulièrement vulnérable au dérèglement climatique. Il figure en huitième position des pays les plus menacés par les phénomènes météorologiques extrêmes, selon une étude de l'ONG Germanwatch. Pourtant, les habitants ont aussi leur part de responsabilité. La corruption et des programmes d'urbanisme mal établis ont conduit à la construction de milliers de bâtiments dans des zones inondables. Ces inondations surviennent au pire moment pour le Pakistan, dont l'économie s'effondre et qui connaît une profonde crise politique depuis l'éviction du Premier ministre, Imran Khan, en avril, à la suite d'une motion de censure à l'Assemblée nationale. Si la capitale Islamabad et la ville voisine de plus de 2 millions d'habitants, Rawalpindi, ont échappé au pire, les premières conséquences se font déjà sentir : «*Les approvisionnements sont très limités*», souligne Muhammad Ismail, un marchand de fruits et légumes à Rawalpindi.

M. M.

Commentaire

Hostilités

Par Fouzia Mahmoudi

Si les relations gréco-turques ont tendance à s'apaiser durant quelques semaines après chaque nouvel incident, la tension entre Ankara et Athènes n'aura pas tardé cette fois-ci à se manifester de nouveau. Aujourd'hui, les Turcs accusent les Grecs d'«*action hostile*» contre leurs avions. La Turquie a affirmé que des avions turcs en mission dans la mer Égée et en Méditerranée orientale avaient été visés par le système de défense aérienne S-300 de la Grèce et a dénoncé une «*action hostile*». Le système de défense aérienne grec déployé en Crète a «*verrouillé*» mardi dernier des jets F-16 turcs, en mission de reconnaissance à 10 000 pieds à l'ouest de l'île de Rhodes, ont déclaré des sources du ministère turc de la Défense. Cela équivaut à des «*actes hostiles*» selon les règles d'engagement de l'OTAN, a-t-on déclaré de mêmes sources. Les avions à réaction turcs ont néanmoins «*accompli les missions prévues et sont rentrés à leur base en toute sécurité*», a-t-on précisé. Ces derniers mois, la Turquie s'est plainte d'actions de la Grèce, selon elle provocatrices et préjudiciables aux efforts de paix. Les deux voisins, tous deux membres de l'OTAN, ont des différends de longue date concernant leurs frontières maritimes et aériennes, ce qui conduit les forces aériennes à effectuer des patrouilles et des missions d'interception quasi quotidiennes, principalement autour des îles grecques proches des côtes turques. Athènes accuse Ankara de survoler les îles grecques. La Turquie, pour sa part, affirme que la Grèce stationne des troupes sur des îles de la mer Égée en violation des traités de paix signés après les deux guerres mondiales. Les relations entre les deux pays continuent ainsi à se dégrader et l'inaction de leurs voisins, qui refusent de s'impliquer dans la crise, ne fait qu'accroître le risque de voir les hostilités dégénérer. Seule à avoir défendu la Grèce en septembre 2020 lors de la dernière grosse tempête entre les deux pays, Paris est aujourd'hui en retrait, et semble préférer suivre l'exemple des autres pays de l'UE et de l'OTAN et ne pas intervenir politiquement. Toutefois, si la situation venait à s'envenimer encore, les alliés de la Grèce comme de la Turquie ne pourront rester les bras croisés et voir ces deux pays entrer dans un conflit, peut-être armé, qui aurait des conséquences sur le reste du continent européen.

F. M.

Allemagne

La laborieuse réouverture des centrales à charbon

Plus facile à dire qu'à faire : en Allemagne, la crise du gaz russe a contraint le gouvernement à faire le choix d'un recours accru au charbon avant l'hiver. Mais des obstacles freinent le rallumage des centrales.

Depuis plus d'un an, plus aucune fumée ne sort de l'imposante cheminée qui coiffe les cubes en béton composant l'usine de Moorburg, un quartier excentré de la ville de Hambourg (nord).

Cette centrale thermique – l'une des plus modernes du pays – a été précocement fermée à l'été 2021, seulement six ans après sa mise en service, en échange de subventions publiques destinées à réduire le charbon dans le mix énergétique allemand.

Lorsque le gouvernement s'est résolu, face au risque d'une crise énergétique majeure cet hiver, à relancer certaines centrales pour compenser la baisse drastique des livraisons de gaz russe, tous les regards se sont tournés vers les turbines de Moorburg.

Mais l'entreprise Vattenfall, son propriétaire suédois, a rapidement douché les espoirs : «*Il n'est pas envisageable que la centrale rouvre*», a-t-elle affirmé cette semaine. «*On ne redémarre pas comme ça une usine*», résume Gudrun Bode, porte-parole de Vattenfall, qui pointe du doigt la «rouille» des installations, après un an d'inactivité.

La coalition du chancelier social-démocrate Olaf Scholz a autorisé 27 centrales à charbon à reprendre leur production pour une période limitée, jusqu'en mars 2024. Depuis l'annonce, fin juin, de ces redémarrages possibles, seule une centrale a rouvert en pleine capacité : celle de Mehrum, début août, près de Hanovre (nord) d'une capacité de 690 MWh.

Le secteur, à l'image de toute l'industrie allemande, manque cruellement de main-d'œuvre.

A Moorburg, «*la plupart de ceux qui sont partis ont trouvé un emploi ailleurs, ou sont à la retraite*», estime Robert Wacker, directeur de la centrale.

Début juillet, la centrale de Jänschwalde (est), à 150 kilomètres de Berlin, disait chercher à recruter cent salariés.

Certaines centrales ont par ailleurs déjà été partiellement démontées. C'est le cas à Moorburg, qui doit se reconvertir dans le secteur de l'hydrogène, une priorité pour l'avenir énergétique de l'Allemagne.

Dans la salle des turbines, des milliers de petites pièces détachées sont entreposées dans des boîtes. Un rotateur, l'élément permettant à la turbine de tourner, est emballé dans de l'aluminium, prêt à être expédié.

Le transformateur, vaste rectangle entreposé devant le bâtiment, permettant d'envoyer l'électricité dans le réseau, ne dispose plus, lui non plus, de toutes ses pièces.

L'approvisionnement en charbon est tout aussi délicat.

Le faible niveau de l'eau dans les fleuves du pays, soumis à une forte sécheresse, freine considérablement le transport fluvial de marchandises, et notamment de matières premières. Les réseaux de transports routiers et ferroviaires se retrouvent surchargés.

Résultat : la centrale à charbon de l'énergéticien Uniper, Heyden 4, à l'ouest du pays, va redémarrer aujourd'hui mais pas à plein régime.

Son exploitation sera «*limitée en raison de la capacité insuffisante de transport ferroviaire de charbon vers le site*», a indiqué le groupe allemand à propos de cette unité, la plus importante des 27 autorisées par le gouvernement. Le fournisseur d'énergie STEAG prévoit également de sortir deux centrales de sa réserve, fixant le mois de novembre comme date possible de redémarrage. Mais il prévient qu'il sera difficile de se conformer à la règle imposant de disposer de réserves de houille pour 30 jours de fonctionnement à pleine charge «*étant donné la situation logistique tendue du transport ferroviaire*». Pour faire face, Berlin vient d'adopter un décret donnant la priorité aux convois ferroviaires livrant du charbon sur les trains de passagers, une mesure inédite.

ASO Chlef

L'équipe retrouvera son stade vers la fin de l'année

L'ASO Chlef ne reviendra pas de sitôt dans son stade Mohamed-Boumezrag en raison du retard accusé dans les travaux de réaménagement de cette enceinte footballistique, a-t-on appris, samedi, de la direction de ce club de Ligue 1. La même source prévoit la réouverture du stade en question *«vers la fin de cette année»*, regrettant que les travaux aient pris du retard pour démarrer, alors que leur lancement était prévu dès la fin de l'exercice passé, en juin dernier.

La réalisation de ces travaux a été rendue nécessaire après la dégradation de plusieurs équipements du stade Boumezrag, d'une capacité d'accueil de 25 000 places, construit à la fin des années 1970. Cette infrastructure a été baptisée, le 1er novembre 1989, du nom du joueur Mohamed Boumezrag, un natif de la ville, rappelle-t-on. Entre autres chantiers ouverts dans cette opération de réaménagement, il y a la rénovation de la pelouse synthétique et des vestiaires, affirme-t-on encore de même source. Du coup, l'ASO devra accueillir ses adversaires durant la quasi-totalité de la phase aller du championnat, qui a débuté ce week-end, au stade Tahar-Zoughari de Relizane qui lui a du reste souri pour sa première sortie de la saison, en battant le vice-champion d'Algérie sortant, la JS Kabylie (1-0), vendredi pour le compte de la journée inaugurale du championnat. A propos de cette rencontre, le nouvel entraîneur des Chélifiens, Lyamine Bougherara, a estimé, dans ses déclarations d'après-match, que l'aspect tactique a fait la différence.

Ligue 2

Le RC Relizane s'acquitte in extremis des frais d'engagement

Le RC Relizane, relégué en Ligue deux de football à l'issue de l'exercice passé, s'est acquitté des frais d'engagement en vue de la saison prochaine dans les dernières heures des délais accordés par la Ligue nationale du football amateur (LNFA) qui gère le championnat du deuxième palier, a-t-on appris, samedi, de cette instance. La même source a fait savoir que le RCR a évité l'exclusion grâce à son ancien président Mohamed Hamri qui s'est chargé de payer la somme réclamée, estimée à 2,5 millions de dinars. Le «Rapid» traverse une situation délicate à tous les niveaux qui lui a valu de perdre sa place parmi l'élite. La nouvelle saison se présente aussi sous de mauvais auspices, vu qu'il s'agit du seul club de la Ligue 2 à n'avoir pas encore démarré ses préparatifs en vue de la nouvelle édition du championnat dont le coup d'envoi est prévu pour le 16 septembre prochain. Cela se passe au moment où le club sportif amateur (CSAqui détient la majorité des actions de la société sportive du club, est sans président après l'échec, ces derniers jours, de l'assemblée générale à élire un nouveau patron en remplacement de Mohamed Benzineb qui a démissionné de la présidence du CSA, rappelle-t-on. Entre-temps, l'effectif du RCR est en train de connaître des départs massifs. Plusieurs joueurs ont même recouru à la Chambre de résolution des litiges pour obtenir leurs lettres de libération après avoir été privés de leurs salaires tout au long de l'exercice passé ou presque.

Handball/Championnat d'Afrique masculin (U20)

L'Algérie s'incline en finale face à l'Egypte

La sélection algérienne de handball des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à son homologue égyptienne sur le score de 15 à 35, (mi-temps : 06-16), en finale du Championnat d'Afrique masculin de la catégorie, disputée samedi à Kigali (Rwanda). La troisième place du tournoi est revenue à la Tunisie, vainqueur devant l'Angola 24 à 22. Qualifiés en finale aux dépens de la Tunisie (29-25), les handballeurs algériens avaient bouclé la phase de poules avec un bilan de deux victoires devant le Congo (31-30) et la Libye (38-23) et une défaite face à l'Egypte (27-39). Pour rappel, les six premiers au classement général ont décroché leur qualification au Mondial des U21, prévu du 20 juin au 2 juillet 2023 en Allemagne et en Grèce.

Les juniors à pied d'œuvre à Kigali

La sélection masculine algérienne de handball des moins de 18 ans (U18) s'est envolée samedi en direction de Kigali, pour prendre part à la 18e édition du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie, prévue du 30 août au 6 septembre dans la capitale rwandaise. La sélection algérienne composée de 17 joueurs et du staff technique conduite par Mohamed Belghit, devait rejoindre la capitale rwandaise via Doha (Qatar) dans la soirée de samedi, selon la Fédération algérienne de la discipline (FAHB). Versée dans le groupe B, les handballeurs algériens débuteront le tournoi face à l'Egypte (30 août), avant d'enchaîner contre le Rwanda (pays hôte) le 31 août et le Burundi le 1er septembre. Les Algériens boucleront la phase de poules le lendemain, 2 septembre, face à Madagascar.

Equipe nationale de football

Un nouveau maillot d'Adidas a fuité

■ Le futur maillot des Verts, siglé Adidas, a fuité, selon le site DZfoot, même si la Fédération algérienne de football a lancé un appel d'offres pour trouver un nouvel équipementier. Il s'agit d'un maillot vert, assez dégagé, qui renvoie clairement à celui de 1982. C'est le compte twitter Footy Headlines, toujours très bien informé quant aux nouvelles collections, qui en a fait part, toujours selon ce site.

Ph.> D. R.

Un très beau maillot pour les Verts

Par Mahfoud M.

Les maillots de la sélection nationale des périodes 2019/2020, dont les dessins et les choix de couleurs étaient originaux, ont plu à plus d'un Algérien et cela changeait quelque peu des tenues moroses que portaient les camarades de Madjid Bouguerra à une certaine période. Toutefois, de très nombreuses critiques ont été émises quant au contrat engageant Adidas et l'Algérie, notamment en raison du fait que la distribution des maillots officiels en France ne s'est faite que par l'intermédiaire d'un particulier, un influenceur franco-algérien. Des accusations de malversations financières se sont également régulièrement fait entendre.

Ainsi, à 3 mois de la fin du contrat qui l'engage à son équipementier, la FAF a lancé un appel d'offres pour trouver une nouvelle entreprise capable de promouvoir la marque Algérie. S'il est également possible qu'Adidas prolonge l'aventure, d'autres surprises (retour au Coq Sportif ou à Puma, arrivée de Nike, autre équipementier type Macron ou Under Armor) ne sont pas à exclure. Faisant de ce contrat une priorité, le nouveau patron de la FAF, Djahid Zefizef, a indiqué qu'il comptait bien faire le ménage dans cette affaire d'équipementier pour choisir un contrat qui serait digne d'une équipe nationale telle que l'Algérie, mais aussi avec un contrat avantageux pour la fédération qui doit défendre ses intérêts et ceux du football national.

M. M.

Ligue 1 algérienne (1re journée)

Le PAC AC et l'USMA débutent fort, le MCA déçoit

Le Paradou AC a ramené une précieuse victoire de son déplacement chez le NC Magra (1-2), samedi, pour le compte de la première journée de Ligue 1, ayant vu l'USM Alger l'emporter petitement face au nouveau promu, le MC El Bayadh (1-0). Les Pacistes étaient les premiers à trouver le chemin des filets dans ce match, grâce à Bouzida (12'), et l'égalisation de Saïdi à la 78' n'a pas suffi à tempérer leur ardeur, puisqu'ils ont continué à jouer l'attaque à outrance, jusqu'a voir leurs efforts récompensés par un deuxième but, signé Aoued, à la 90'+3. De leur côté, les Usmistes s'en sont remis à Merbah pour faire la différence contre le MC El Bayadh, qui pour son premier match parmi l'élite n'a que chèrement vendu sa peau. Un but unique, inscrit juste avant la fin de la première mi-temps (41'), mais qui conserve son pesant d'or, car il permet aux Rouge et Noir de se hisser au sommet du tableau, en compagnie des cinq autres clubs qui ont gagné au cours de cette première journée. La première journée s'est terminée tard dans la soirée d'avant-hier, avec les chocs US Biskra-ES Sétif et JS Saoura-MC Alger, considérés comme les duels au sommet de cette journée. Ainsi, le doyen des clubs algériens a déçu ses supporteurs avec cette défaite concédée face aux gars de Béchar sur le score de (2/0). Les Vert et Rouge s'étaient pourtant bien renforcés avec des éléments doués et d'autres d'expérience, mais cela n'a pas suffi face à cette formation de la Saoura qui n'a pas raté cette occasion pour débuter en force. L'autre choc entre Sétifiens et Biskris s'est soldé sur un score de parité entre les deux formations sur le score de (2/2) qui arrange plus les gars des Hauts-Plateaux.

Racim S.

Athlétisme / Ligue de Diamant-800 mètres

Moula et Sedjati présents au Meeting de Bruxelles

Le demi-fondiste algérien, Slimane Moula, entièrement remis d'une blessure musculaire à une cuisse, a reçu le feu vert de son médecin traitant pour disputer le 800 mètres du Meeting de Bruxelles, prévu le 2 septembre prochain en Belgique, pour le compte de la Ligue de Diamant 2022, suivant la liste d'admission dévoilée par les organisateurs. Une course qui sera probablement d'un très haut niveau, en présence des plus grands champions de la spécialité, dont l'Algérien Djamel Sedjati, vice-champion du monde cet été à Oregon (Etats-Unis).Le natif de Tizi-Ouzou a été victime d'une élongation début août courant en Turquie, alors qu'il disputait la finale du 400 mètres aux Jeux de la solidarité islamique, clôturés dernièrement à Konya, ce qui l'avait obligé à abandonner après seulement 50 mètres de course. Néanmoins, après examen, il s'est avéré que cette blessure n'était pas trop grave et son médecin traitant n'a pas tardé à l'autoriser à reprendre la compétition.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Intempéries à Tébessa

Evacuation de 7 véhicules coincés dans des flaques d'eau

LES AGENTS de la Protection civile de la wilaya de Tébessa sont parvenus à évaquer 7 véhicules coincés dans des flaques d'eau formées suite aux pluies torrentielles qui se sont abattues dans la nuit de samedi à dimanche sur la commune Boulehaf Eddir, a-t-on appris de la Protection civile.

Les précipitions enregistrées (dépassant les 20mm en un laps de temps réduit) dans les communes de Tébessa et Boulehaf Eddir ont formé des flaques d'eau et des déluges entravant la circulation, selon les services de la Protection civile.

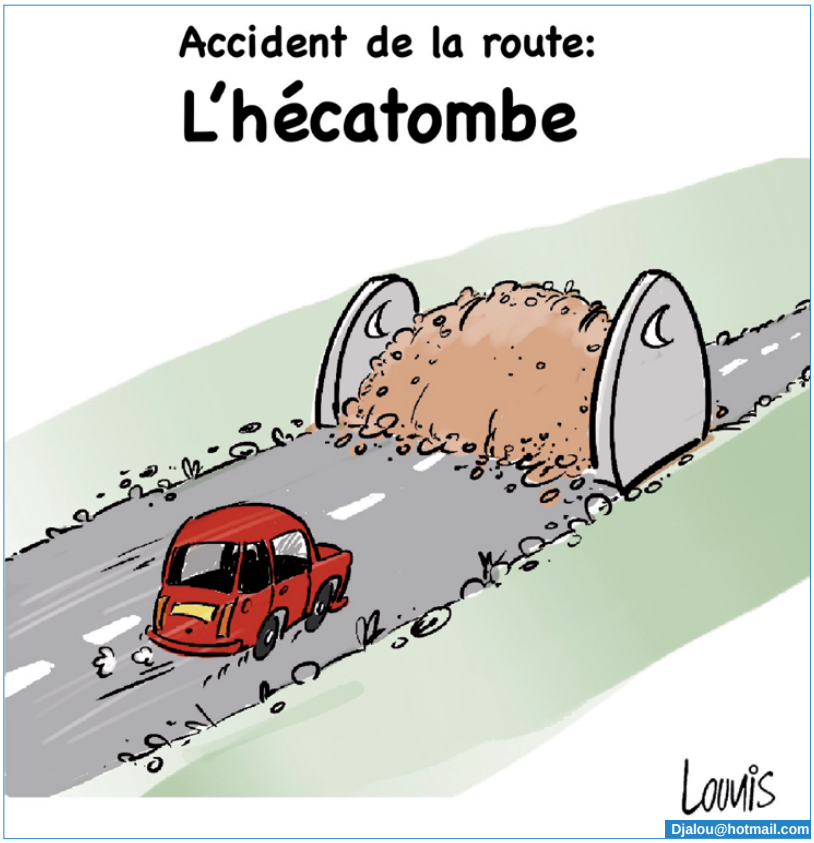
Aussitôt, les agents de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale ont lancé l'opération de désengorgement du trafic, le pompage des eaux infiltrées dans plusieurs maisons et l'évacuation des véhicules qui étaient coincés dans les flaques d'eau, a-t-on souligné.

Le chef de l'exécutif local, Mohamed El Baraka Dahadj, s'est déplacé sur les lieux pour enquérir de la situation. Il a pris des décisions d'urgence, dont la plus importante est l'inscription d'une étude technique pour corriger le cours d'eau «Oued Kenifida» à l'origine des crues.

Le président de l'Assemblée populaire communal de Boulehaf Eddir, Laârabi Derid, a fait état d'une augmentation du niveau du cours d'eau «Oued Kenifida» situé dans cette collectivité locale causant des crues et boues envahissant des dizaines de maisons, ce qui a entraîné des dégâts au nouveau pôle urbain 3240 logements AADL.

Selon le même responsable, les efforts sont en cours pour éliminer les boues et nettoyer des routes.

F. O.



Elections partielles du 15 octobre prochain à Béjaïa

13 listes déposées

TREIZE listes électorales pourraient être en lice pour le scrutin municipal partiel du 15 octobre prochain dans les quatre communes de la wilaya de Béjaïa où le vote n'a pas eu lieu le 27 novembre 2021.

Ces listes ont été déposées pour les quatre communes concernées, en l'occurrence, Toudja, Akbou, M'cisna et Feraoune.

En effet, cinq listes ont été déposées par des partis politiques et huit autres listes par des candidats indépendants en faveur des communes réfractaires à la date butoir qui était fixée au 28 août à minuit.

Elles sont désormais en cours d'étude par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de Béjaïa qui donnera son verdict dans une semaine, ceci dans une première étape, car des recours pourraient être engagés par la suite par les concernés auprès de la justice pour les listes qui ne seront pas validées par l'ANIE.

C'est ainsi que deux formations politiques et deux listes indépendantes ont déposé des listes de candidats pour prendre part aux élections municipales du 15 octobre en faveur de la municipalité d'Akbou, alors qu'à M'cisna un seul parti et deux listes indépendantes ont pu déposer des listes.

S'agissant de la commune de Feraoune, aucun parti n'a pu préparer de liste, tandis que deux listes indépendantes ont été déposées auprès de l'ANIE et enfin deux partis ont déposé deux listes au profit de la municipalité de Toudja où deux autres listes indépendantes ont également été réceptionnées par l'ANIE. A titre de rappel, les quatre communes concernées par le scrutin comptent plus de 46 900 électeurs inscrits, d'après la dernière révision exceptionnelle des listes électorales réalisée la fin du mois de juillet dernier.

H. Cherfa

Accidents de la route

Sept personnes décédées et 248 autres blessées en 24 heures

■ *Sept personnes ont trouvé la mort et 248 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus dans plusieurs wilayas du pays durant les dernières 24 heures, indique, hier, un communiqué de la Protection civile.*

Pa Samy L.

En outre, les services de la Protection civile font savoir que durant la même période, trois personnes sont décédées noyées en mer, au niveau des plages interdites à Mostaganem, Jijel et Tipaza. Il s'agit d'un jeune homme de 20 ans, ayant péri à la plage Ourigha commune Mezghrane et d'un enfant de 11 ans dont le corps a été repêché à la plage Rouassa, commune de Tahir à Jijel.

La 3e victime, âgée de 32 ans, est, quant à elle, décédée au niveau de la plage Ourigua à Mezerghane (Tipaza), précise la même source.

Par ailleurs et suite aux précipitations ayant touché les wilayas de Tébessa, Souk Ahras et Ain Guezzam, les services de la Protection civile de Tébessa sont intervenus pour le dégagement de familles coincées à bord de 5 véhicules, en raison de la montée des eaux de l'oued Boulahaf Edir.

De plus, les moyens de la Protection civile de la wilaya de Souk Ahras ont été mobilisés pour le dégagement de 2 véhicules cernés par les eaux au lieu-dit «Pont Sibour», ainsi que pour le dégagement d'un véhicule à hauteur de l'hôpital régional du chef-lieu de la commune de Souk Ahras. Dans la wilaya d'Ain Guezzam, les secours ont permis le sauvetage de 23 personnes coincées dans les eaux d'un oued, est-il ajouté.

A noter, enfin, l'intervention des secours de la Protection civile pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Annaba, Guelma et Chlef. L'incident enregistré à Annaba a causé des brûlures légères à 3 personnes, conclut le communiqué.

Deux morts et deux blessés graves à Djelfa

Deux personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route survenu hier matin dans la commune de Hassi Fedoul (150 km au nord de Djelfa), ont indiqué les services de la Protection civile.

Les secours de l'unité secondaire de Sidi Ladjel ont effectué une intervention suite au signalement d'une collision entre un véhicule touristique et un camion sur l'axe de la RN 40 vers la commune de Hassi Fedoul, a précisé le chargé de communication à la Direction de la Protection civile, le lieutenant Abderrahmane Khader.

Deux personnes sont mortes sur place et deux autres, grièvement blessées, ont reçu les premiers soins avant d'être transportées à l'hôpital de Sidi Ladjel, a-t-il ajouté, précisant que les corps des victimes avaient été transférés à la morgue de l'hôpital d'Aïn Oussara.

De leur côté, les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident. Afin d'éviter de telles tragédies, les services de la Protection civile en appellent à la prudence des automobilistes et au respect du code la route.

S. L.

Psychotropes

Arrestation de deux individus en possession de plus de 1 000 comprimés à Chlef

Deux présumés dealers qui étaient en possession de plus de 1 000 comprimés psychotropes ont été interpellés par les forces de police à Chlef, rapporte, hier, un communiqué de la sûreté de wilaya. Selon le document diffusé par la cellule de communication, les éléments de brigade de la police judiciaire ont arrêté deux trafiquants de drogue et saisi 1 020 comprimés psychotropes, dans le cadre de la lutte contre le trafic illégal de psychotropes sur leur territoire de compétence. Cette opération a été réalisée grâce à l'exploitation de renseignements parvenus à ladite brigade, portant sur la présence de deux personnes «*qui étaient sur le point de conclure une transaction suspecte concernant une quantité importante de substances psychotropes destinée à la vente au niveau de la wilaya de Chlef*», a-t-on précisé. Les recherches et les investigations menées à la suite de ces renseignements ont permis, selon le même document, l'arrestation des deux personnes âgées de 26 et 28 ans, et la saisie en leur possession de 1 020 comprimés psychotropes. Les deux suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires de Chlef pour «*possession illégale de substances psychotropes à des fins de commercialisation*», a conclu le communiqué.

R. N.